

PROCÉDURE

MÀJ : 22/07/23

VALIDEUR : DMI

DIFFUSION :
site internet préfecture44

Attestation de prolongation de l'instruction (API) pour les BPI

Dans le cadre d'un échange avec les associations porteuses du programme AGIR qui vise à accompagner vers l'emploi et le logement les bénéficiaires de la protection internationale (BPI), ces dernières ont fait part du refus de certaines agences Pôle Emploi d'inscrire des BPI comme demandeurs d'emploi au motif qu'ils sont détenteurs d'une attestation de prolongation d'instruction (API)

DISPOSITIONS GENERALES

Le BPI ne peut se voir délivrer un titre de séjour, tant que l'OFPRA (office français pour les réfugiés et les apatrides) ne lui a pas communiqué son acte d'état civil.

En attendant la délivrance de ce titre, une Attestation de Prolongation d'Instruction (API) est délivrée au demandeur.

Cette API est délivrée pour les demandes qui font désormais l'objet d'un téléservice sur la plate-forme numérique ANEF (visiteurs, BPI et leurs membres de famille, étudiants, Passeports talents, ressortissants UE et leurs membres de famille, travailleur saisonnier, famille de français (marié(e) avec un français(e), parent d'un enfant français, ascendant/descendant d'un français), ressortissant étranger détenteur d'un visa D accord regroupement familial ou titre regroupement familial, ressortissant étranger né en France).

L'API générée depuis cette plate-forme se substitue aux récépissés auparavant délivrés à ces catégories d'utilisateurs.

Cette attestation :

- est certifiée par un QR code 2D-DOC
- porte la mention du titre concerné
- rappelle, le cas échéant, le droit de son titulaire à exercer une activité professionnelle.

Aucune rupture de droits ne saurait avoir lieu sur ce motif.

POUR LES BPI (art.R 431-15-3 CESEDA)

Pour l'application de l'article L. 424-2, dès que la qualité de réfugié lui est reconnue :

- l'étranger est informé des modalités lui permettant d'accéder au téléservice mentionné à l'article R. 431-2.
- l'étranger souscrit alors une demande de délivrance de la carte de résident prévue à l'article L. 424-1.

Dès la souscription de cette demande :

- Une attestation de prolongation de l'instruction (API) de sa demande (mentionnée au deuxième alinéa l'article R. 431-15-1,) d'une durée de six mois renouvelable, est mise à sa disposition par le préfet au moyen de ce téléservice.
- Cette attestation porte la mention " reconnu réfugié ".

Ce document permet au réfugiée de justifier de la régularité de son séjour pendant la durée qu'il précise et lui confère le droit d'exercer la profession de son choix dans les conditions prévues à l'article L. 414-10.

Il existe une disposition équivalente pour la protection subsidiaire (R. 431-15-4)